



## **BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2020**

## **LE RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

## SOMMAIRE

---

### LE RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présentation générale	Page	1
-----------------------	------	---

#### I) Les opérations d'exploitation

1) La section d'exploitation du Budget Principal		
- Les dépenses	Page	2
- Les recettes	Page	5
2) La section d'exploitation du Budget Annexe - FEADER		
- Les dépenses	Page	8
- Les recettes	Page	8

#### II) Les opérations d'investissement

1) La section d'investissement du Budget Principal		
- Les dépenses	Page	9
- Les recettes	Page	11
2) La section d'investissement du Budget Annexe - FEADER	Page	11

## PRESENTATION GENERALE

Le Budget Supplémentaire de l'exercice 2020 inclut le Budget Principal et le Budget Annexe - FEADER.

Il comprend la section d'exploitation et la section d'investissement :

- La première décrit les opérations affectant le résultat de fonctionnement.
- La seconde retrace les opérations relatives à la composition du patrimoine.

Le Budget Supplémentaire 2020, qui est soumis au Conseil d'Administration, permet d'arrêter les autorisations de dépenses présentant un caractère limitatif, et les prévisions de recettes dans le cadre de l'autorisation préalable qui n'ont pu être prévues au Budget Primitif.

Il permet la reprise des restes à réaliser et intègre le report des résultats de l'exercice précédent.

La méthode de vote proposée, qui est soumise à votre décision, consiste à procéder à un vote par chapitre.

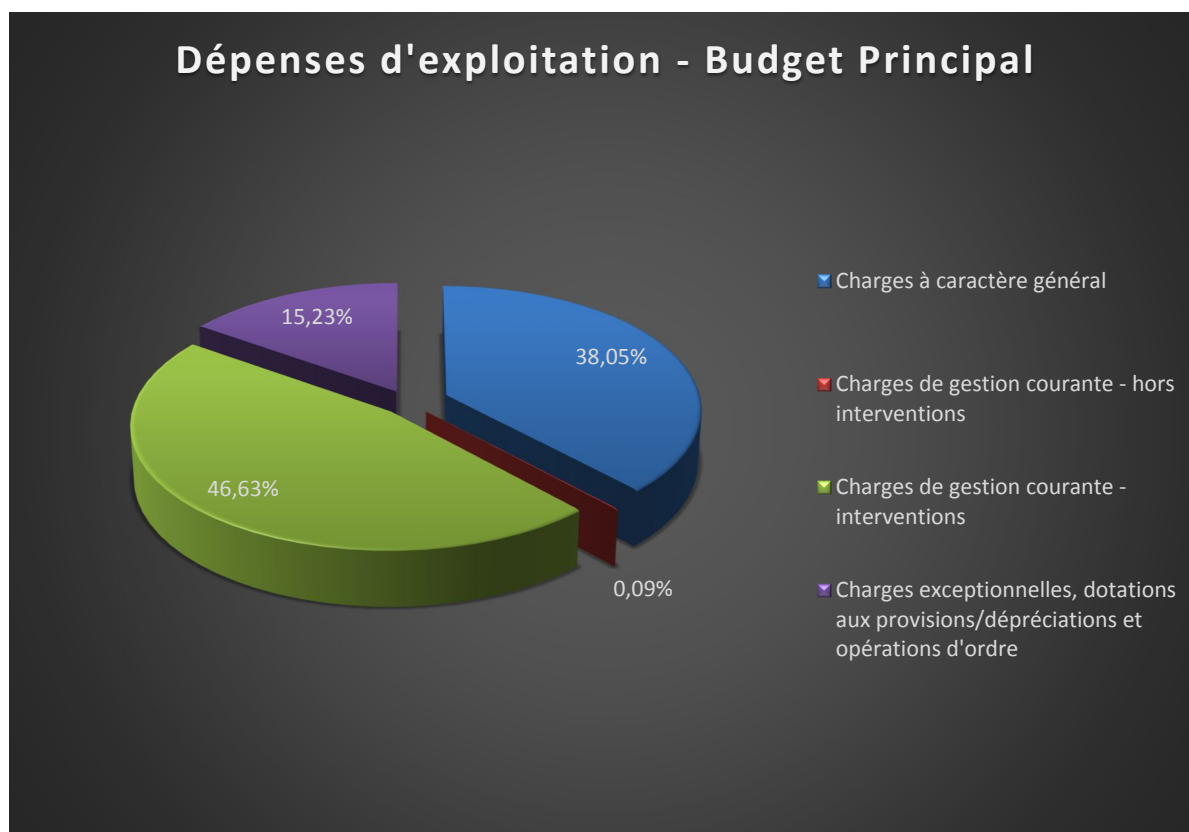
Le rapport au Conseil d'Administration examine successivement les opérations d'exploitation puis celles d'investissement.

## I) Les opérations d'exploitation

### 1) La section d'exploitation du Budget Principal

#### ➤ Les dépenses

Les dépenses se fixent à 2 916 544,60 € et se répartissent par chapitre et en pourcentage selon le diagramme circulaire ci-dessous :



On distingue les opérations d'interventions et celles relevant de l'exploitation en propre :

- Les opérations d'interventions, hors part UE-Feader retracée au budget annexe, se fixent à 1 360 000,00 €.
- Les autres dépenses d'exploitation s'élèvent à 1 556 544,60€.

Dans l'ordre de présentation budgétaire des comptes, l'ensemble de ces dépenses se détaille infra :

✓ **Les charges à caractère général - chapitre 011 : 1 109 723,60 €**

Ce chapitre relève des restes à réaliser correspondant en raison du rattachement des charges et des produits à l'exercice, aux seules dépenses engagées non mandatées n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre 2019, et servies en annexe du compte administratif 2019, pour un montant de 1 109 723,60 €.

Ils se déclinent comme suit au titre des :

• **Comptes 60 « Achats » : 6 722,14 €**

Il s'agit des achats de fournitures d'entretien et de petits équipements atteignant 6 060,85 € ainsi que des autres achats de fournitures pour 661,29 €.

• **Comptes 61 « Services extérieurs » : 512 684,35 €**

Ils ont trait aux dépenses de locations mobilières (295 163,49 €), de sous-traitance générale (170 283,27 €), d'entretien, de réparations et de maintenance (28 843,87 €), de primes d'assurances (11 908,80 €) et divers (6 484,92 €).

• **Comptes 62 « Autres services extérieurs » : 590 317,11 €**

Ils concernent les dépenses d'honoraires (19 197,59 €), d'annonces et d'insertions (10 729,02 €), de foires et d'expositions (481 570,74 €), de publications (77 082,66 €), de voyages, de déplacements et de missions (1 103,22 €), de frais de télécommunications (131,56 €), et de frais de nettoyage des locaux (502,32 €).

✓ **Les autres charges de gestion courante - hors interventions : 2 720,00 €**

Elles concernent :

- Des redevances d'un montant de 15 000,00 € pour licences et droits d'utilisation d'un support de communication relatif à la marque « Lignum Corsica », marque déposée par l'Office auprès de l'INPI dans le cadre d'une démarche de certification des bois de Corse.
- Des pertes sur créances irrécouvrables admises en non-valeur revues à la baisse pour - 9 881,00 €, au regard de l'état des titres réputés irrécouvrables transmis par le Payeur de Corse (compte budgétaire 6541 « Créances admises en non-valeur »).
- Des pertes sur créances irrécouvrables pour créances éteintes également, dont le montant est réduit pour - 2 399,00 € (compte budgétaire 6542 « Créances éteintes ») et qui sont issues d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Ces pertes sur créances irrécouvrables pour admissions en non-valeur et créances éteintes devant être prononcées par l'assemblée délibérante.

✓ **Les autres charges de gestion courante - interventions - article 658 : 1 360 000,00 €**

Les opérations d'intervention et de développement, hors part UE-Feader retracée au budget annexe, se fixent à 1 360 000,00 €, et se rapportent à des abondements de crédits d'interventions.

Ces compléments de crédits au regard du budget primitif se déclinent infra :

Il s'agit d'abonder :

- Au titre du programme Feader - CdC :
  - La mesure « Races menacées » à hauteur de 50 000,00 €.
- Au titre des programmes hors Feader et hors Top up - CdC :
  - La mesure « Tempête Fabien 2019 » pour 50 000,00 €.
  - La mesure « Animation démarches foncières collectives » pour 10 000,00 €.
- Au titre du programme Opérations Spécifiques - CdC :
  - La mesure « Dispositif de gestion de crise » qui se fixe à 500 000,00 €.
  - La mesure « Appui aux Safer & mobilisation du foncier » à hauteur de 200 000,00 €.
- Au titre du programme Opérations Spécifiques - Etat :
  - La mesure « Stages 6 mois & bourses » qui s'affiche à 300 000,00 €.
  - La mesure « Autres MAE pastoralisme et agriculture » qui s'établit à 200 000,00 €.
  - La mesure « Animation développement bois » pour 50 000,00 €.

✓ **Les charges exceptionnelles, dotations aux provisions/dépréciations et opérations d'ordre - chapitres 67, 68 et 042 : 444 101,00 €**

Cet ensemble de postes se compose des dépenses suivantes :

- L'article 6712 « Pénalités, amendes fiscales et pénales » est rehaussé à hauteur de 20 000,00 €, suite à une issue défavorable en matière de litige dans le secteur des « ressources humaines ».
- Le compte 6718 « Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion » est abondé de 301 200,00 €. Il concerne des remboursements de subventions au bénéfice des différents financeurs nationaux, issus d'ordres de versements à émettre envers des bénéficiaires d'aides qui notamment n'ont pas respecté leurs obligations contractuelles.

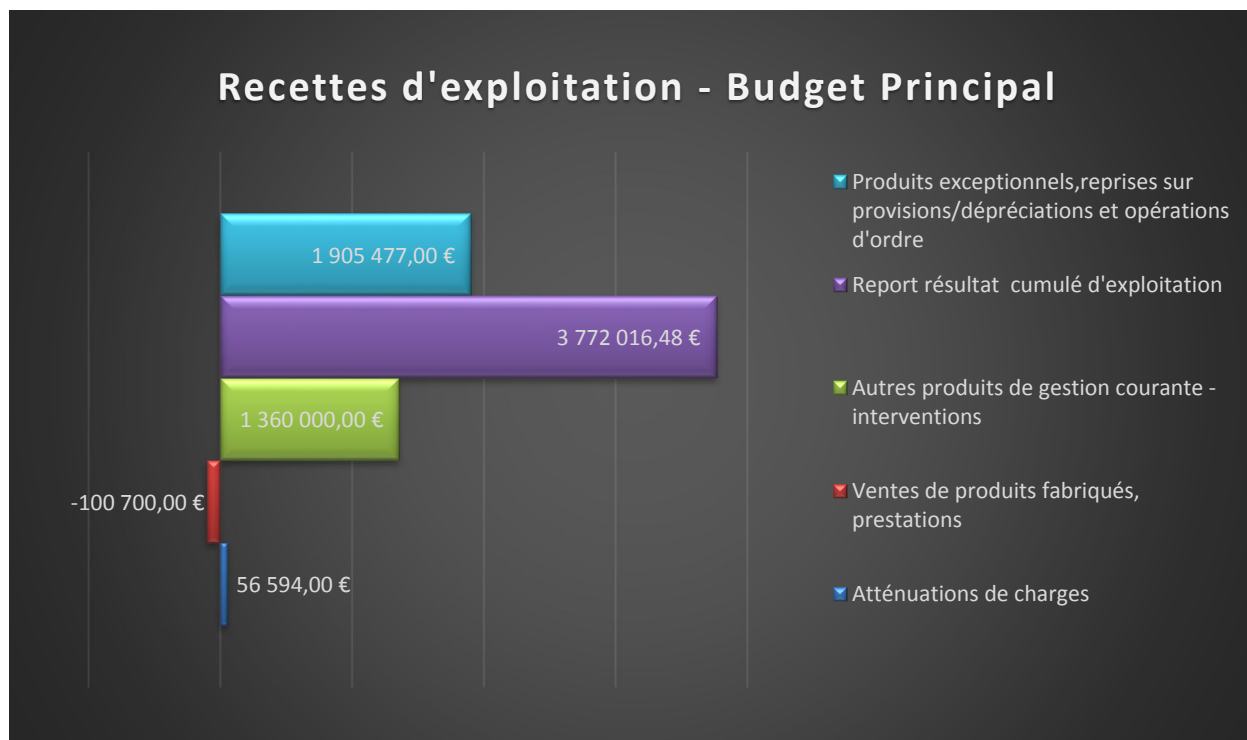
- Le poste 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » est doté de 16 000,00 €. Il s'agit d'une créance liée à des ordres de reversement émis au titre du programme FEADER 2007-2013 en contrepartie nationale, au titre de la mesure « dotation jeunes agriculteurs » pour laquelle une annulation prévisionnelle est établie.
- L'article 6817 « Dotations aux dépréciations des actifs circulants » s'établit à - 3 887,00 €. Au regard de l'état des restes à recouvrer transmis par le Payeur de Corse, la dotation initialement prévue est réévaluée à la baisse.
- Le compte 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation » s'affiche à 110 788,00 € relatifs à un abondement budgétaire permettant le financement du compte épargne temps au bénéfice des personnels permanents de l'Office.

### ➤ Les recettes

Les recettes s'élèvent à 6 993 387,48 € et peuvent être aussi analysées en distinguant les interventions et l'exploitation en propre :

- Les ressources afférentes au financement des opérations d'interventions, hors part UE - Feader déclinée au budget annexe, s'établissent à 1 360 000,00 €.
- Les autres recettes d'exploitation se fixent à 5 633 387,48 €.

L'ensemble des recettes se détaille par chapitre selon le diagramme suivant :



Les dotations budgétaires prévues se déclinent infra:

✓ **L'atténuation de charges - chapitre 013 : 56 594,00 €**

Il s'agit :

- Des remboursements sur rémunérations du personnel se rapportant aux absences des agents suite à maladie, accident de travail, ou maternité pour 50 594,00 €.
- Des remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance pour 6 000,00 €.

✓ **Les ventes de produits fabriqués, prestations - chapitre 70 : - 100 700,00 €**

Dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19, l'Office sur la base d'un conventionnement, en collaboration avec le Groupement des producteurs corses de Roquefort et la coopérative agnellu e caprettu di Corsica, a mis en place un dispositif pour soutenir les éleveurs corses de la filière désignée. Ces organismes ont eu pour charge d'acheter des agneaux et cabris vivants invendus auprès des éleveurs insulaires, de les transformer en produits surgelés, et d'en assurer le stockage ; le coût des produits surgelés étant pris en charge par l'Office et les coopératives assurant la vente de ces produits pour son compte.

Le montant initialement budgété est revu à la baisse au regard du rythme des ventes et de la présence prévisionnelle d'un stock final en fin d'exercice.

✓ **Les autres produits de gestion courante - interventions - article 758 : 1 360 000,00 €**

Les ressources afférentes au financement des opérations d'interventions et de développement, hors part UE - Feader, s'accroissent de 1 360 000,00 € au regard des opérations déclinées supra au point « les autres charges de gestion courante-interventions-article 658 ».

✓ **Les produits exceptionnels - chapitre 77 : 1 719 471,00 €**

Les produits exceptionnels sont constitués par les éléments suivants :

- Une régularisation comptable pour 1 414 551 € sur le compte « Divers- charges à payer », dont le solde est issu de schémas comptables antérieurs fondés sur des comptes spécifiques relevant de l'instruction comptable et budgétaire M9.5 applicable à l'origine à l'Office, et gérés selon le principe de ressources affectées. Il est à noter d'une part, que les opérations relevant de ce compte ont été effectuées par et sous l'autorité des différents comptables publics en exercice et n'ont pas été remises en cause par le juge des comptes. D'autre part, les différents bailleurs de fonds concernés n'ont jamais fait valoir leurs droits éventuels à reversement par rapport à ce reste à employer. Enfin la règle de prescription quadriennale au regard de la loi n° 68-1250 en date du 31 décembre 1968,



relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics ferait obstacle à une quelconque restitution et de facto il n'y a pas lieu de maintenir ce passif au bilan.

- Des ordres de reversement prévus à l'encontre de bénéficiaires ultimes n'ayant pas respecté leurs engagements contractuels, ou liés à des opérations de financement particulières à hauteur de 301 200,00 €, dont 260 765,00 € relevant d'un seul bénéficiaire.
- Une neutralisation des droits à reversement envers les financeurs nationaux, suite à l'annulation d'ordres de reversement consécutifs à des recours favorables à hauteur de 16 000,00 €.
- Une révision à la baisse des pertes sur créances irrécouvrables pour - 12 280,00 €.

✓ **Les reprises sur provisions et dépréciations - chapitre 78 : - 2 782,00 €**

L'article 7817 « Reprises sur dépréciations des actifs circulants » est réduit à hauteur de - 2 782,00 € au vu de l'état des restes à recouvrer transmis par le Payeur de Corse, et de la projection du niveau de dépréciation pour comptes de tiers.

✓ **Les opérations d'ordre de transfert entre sections - chapitre 042 : 188 788,00 €**

Ce chapitre est constitué :

- Du stock final au 31/12/2020 des produits surgelés de viande ovine et caprine issus du dispositif mis en place dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 au bénéfice des éleveurs insulaires, qui atteint 100 339,00 €.
- D'une reprise sur provisions pour litiges à hauteur de 27 271,00 € relative à deux litiges dans le secteur « ressources humaines » et d'une reprise sur provisions pour compte épargne temps s'élevant à 61 178,00 €.

✓ **Le report du résultat - chapitre R002 : 3 772 016,48 €**

La reprise du résultat cumulé d'exploitation au 31 décembre 2019 s'établit à 3 772 016,48 € conformément aux éléments issus du compte administratif 2019.

## 2) La section d'exploitation du Budget Annexe - FEADER

### ➤ Les dépenses

Le total des dépenses s'élève à 135 800,00 € et se décompose ainsi :

- ✓ **Les autres charges de gestion courante - hors interventions - chapitre 65 :  
- 12 500,00 €**

Un ajustement afférent aux pertes sur créances irrécouvrables admises en non-valeur (-10 000,00 €) et créances éteintes (- 2 500,00 €) s'avère nécessaire en considérant l'état des titres irrécouvrables communiqué par le Payeur de Corse.

- ✓ **Les autres charges de gestion courante - interventions - chapitre 65 : 50 000,00 €**

Il s'agit d'un abondement de crédits d'intervention au titre de la mesure « Races menacées » à hauteur de 50 000,00 €.

- ✓ **Les charges exceptionnelles – chapitre 67 : 98 300,00 €**

Le poste 6718 « Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion » est abondé de 82 300,00 €. Il est constitué de remboursements prévisionnels de subventions à destination des financeurs suite à l'établissement d'ordres de reversement envers des bénéficiaires d'aides.

Le compte 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » est également majoré de 16 000,00 € correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

### ➤ Les recettes

Le total des recettes s'élève à 135 800,00 € et se décompose ainsi :

- ✓ **Les autres produits de gestion courante – chapitre 75 : 50 000,00 €**

Ce poste est ajusté de 50 000,00 € en miroir avec l'abondement du poste « Autres charges de gestion courante - interventions » au titre de la mesure « Races menacées » cofinancée par l'UE et la CdC, tel qu'indiqué supra.

- ✓ **Les produits exceptionnels – chapitre 77 : 85 800,00 €**

Ce chapitre nécessite un réajustement au regard :

- Des ordres de reversement prévus à l'encontre de bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels à hauteur de 82 300,00 €.

- De la neutralisation des droits à reversement envers les bailleurs de fonds suite à l'annulation d'ordres de reversement consécutifs à des recours favorables à hauteur de 16 000,00 €, et à une réduction de la prévision des pertes sur créances irrécouvrables pour - 12 500,00 €.

## **II) Les opérations d'investissement**

### **1) La section d'investissement du Budget Principal**

#### **➤ Les dépenses**

Les dépenses d'investissement se fixent à - 313 118,31 €. Suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, plusieurs opérations d'investissements ont dû être reportées sur l'année 2021. Cela se traduit par un ajustement à la baisse de ces dépenses.

Les dépenses d'investissement se composent :

✓ **Des restes à réaliser qui s'établissent à 909 093,69 € et se déclinant ci-après :**

- **Chapitre 20 : 33 969,06 €**

Il s'agit des dépenses de frais d'insertion pour 1 526,01 €, et de concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires pour 32 443,05 €.

- **Chapitre 21 : 113 239,29 €**

Il se rapporte aux dépenses afférentes aux installations générales, agencements, aménagements des constructions (55 957,74 €), aux matériels industriels (49 335,52 €), aux installations générales, agencements, aménagements divers (7 508,47 €) et aux mobiliers (437,56 €).

- **Chapitre 23 : 761 885,34 €**

Il concerne des dépenses d'immobilisations corporelles en cours terrains sur les deux stations expérimentales (428 242,49 €) et d'immobilisations corporelles en en cours constructions (333 642,85 €).

Ces restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12/2019 telles qu'elles apparaissent en annexe du compte administratif 2019.

✓ **D'immobilisations en cours pour - 1 000 000,00 €**, qui se répartissent infra :

- - 700 000,00 € relatifs à l'assistance à maîtrise d'ouvrage prévue dans la perspective de création d'un pôle « viande » petits ruminants.
- - 100 000,00 € liés à la création d'une unité de production de plants de châtaignier et d'arboriculture traditionnelle de montagne sur un terrain forestier devant être concédé par la Collectivité de Corse.
- - 200 000,00 € inhérents à l'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique dans l'objectif d'une refonte totale du système de gestion et de pilotage des aides de l'Office pour répondre aux défis à venir, notamment ceux émanant de la nouvelle PAC 2021-2027.

✓ **Des dépenses imprévues (chapitre 020) s'affichant à hauteur de - 78 000,00 €.**

✓ **Des opérations pour le compte de tiers (compte 4581) se fixant à - 333 000,00 €.** La première tranche de réalisations à valeur de test prévue lors du budget primitif 2020 est reportée en 2021.

✓ **Du chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » s'affichant à 188 788,00 €** détaillées de la manière suivante :

- **Au titre des litiges et contentieux**

Deux conflits dans le secteur « ressources humaines » opposent l'Office à deux agents. D'une part, un litige inhérent à un reliquat d'indemnité de mise à la retraite et d'autre part, un litige relatif aux garanties couvertes par un contrat de prévoyance. Ces conflits ont entraîné une constitution de provision pour litiges et contentieux en 2019 à hauteur de 10 025,00 € au titre du premier litige et de 17 246,00 € concernant le deuxième litige. Considérant les décisions favorables aux agents de l'Office du Conseil de Prud'hommes de Bastia ayant entraîné le versement des sommes réclamées par ces agents en 2020, une reprise sur provisions fait l'objet d'une inscription au présent budget supplémentaire à hauteur de 27 271,00 €.

- **Au titre des risques et charges liés au financement du compte épargne temps (CET)**

Une reprise sur provisions atteignant 61 178,00 € est budgétisée au regard d'une consommation en congés des jours épargnés au titre du CET par des agents, et d'indemnités de jours inscrits au CET des agents ayant quittés l'Office en raison d'un départ à la retraite, et d'une fin de détachement d'un fonctionnaire territorial.

- **Au titre des stocks de marchandises**

Le stock final de marchandises se rapportant au dispositif de soutien aux éleveurs de la filière ovine-caprine corse pendant la période initiale de crise sanitaire liée au Covid-19 est prévu à hauteur de 100 339,00 €, en miroir avec le compte 6037 « Variations des stocks de marchandises » au sein du chapitre de recettes d'exploitation 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections ».

➤ **Les recettes**

Les recettes d'investissement se fixent à 2 163 350,95 €.

Elles se composent :

✓ **Du solde d'exécution positif** de la section d'investissement de l'exercice 2019, issu du compte administratif correspondant, et faisant l'objet d'un report à hauteur de **3 385 562,95 €**.

✓ **De subventions d'investissement en provenance de la CDC** d'un montant de **- 1 000 000,00 €**, déclinée au chapitre 13 « Subventions d'investissements » au regard de la réduction budgétaire opérée sur les immobilisations en cours à due concurrence.

✓ **D'opérations pour le compte de tiers (chapitre 4582)** à hauteur de **- 333 000,00 €** par rapport au chapitre 4581 qui ne sera pas mouvementé dans l'exercice.

✓ **D'opérations d'ordre de transfert entre sections (Chapitre 040)** s'élevant à **110 788,00 €** concernant la provision complémentaire pour le financement du compte épargne temps explicité supra.

## **2) La section d'investissement du Budget Annexe - FEADER**

Aucune opération en dépenses et recettes n'est imputée à la section d'investissement du Budget Annexe - FEADER.